

Grenelle: les lobbies s'activent en coulisses

PARIS (AFP) - Nucléaire, OGM, pesticides, automobile: la "révolution écologique" promise par le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo à l'issue du Grenelle de l'environnement devra affronter le tir de barrage des lobbies, déjà actifs en coulisses.



La centrale nucléaire de Cattenom dans l'est de la France (© AFP/Archives - Jean-Christophe Verhaegen)

Témoignage, cette pleine page de publicité dans la presse des Jeunes agriculteurs: "Les premières propositions du Grenelle de l'Environnement bouleversent l'agriculture française", lancent-ils, évoquant un arrêt des cultures, voire une délocalisation si des contraintes environnementales fortes étaient imposées.

Ou encore ce colloque au Sénat, vantant le nucléaire et prônant la construction d'un deuxième EPR, réacteur dont les écologistes réclament -en vain- l'arrêt.

Le nucléaire -dont la France est champion mondial avec 58 réacteurs- est d'ailleurs le grand absent des débats du Grenelle.

Officiellement pourtant, pas de tabou autour de la table de discussions entre patronat, syndicats, associations et pouvoirs publics.

"Le grand bonheur de cette expérience, c'est que in fine, la logique de la discussion et de la concertation a prévalu sur la défense des intérêts catégoriels", assure Sophie Liger, directrice du développement durable au Medef.

"L'industrie et la FNSEA ont pesé de tout leur poids", rétorque François Veillerette, président du MDRGF (écologistes). Résultat: aucun objectif chiffré de réduction des pesticides.

Il dénonce "une conception ancienne de la santé publique, où il faut vraiment avoir une certitude absolue et compter les cercueils pour agir".

Le Grenelle a suscité selon lui une "forte réaction". Coïncidence? Plusieurs livres "anti" écolos sortent simultanément: "Ecologie, la grande arnaque" du président des Automobiles clubs de France ou "Les prêcheurs de l'apocalypse", de Jean de Kervasdoué.

Le principe de précaution, inscrit depuis 2005 dans la Constitution, est remis en cause au détour de la commission Attali sur la croissance.

Pour Yannick Jadot, de Greenpeace France, "dès qu'on arrive sur des mesures concrètes, opérationnelles, on se heurte au blocage très fort des lobbies".

Le blocage a failli faire capoter la négociation sur les OGM: la FNSEA, après avoir claqué la porte, a finalement accepté un gel des cultures OGM jusqu'à une loi au printemps.

"Il faut s'interroger sur les contreparties qu'a obtenues la FNSEA sur ce cadeau au gouvernement", prévient Eric Delhaye de Cap 21. Pesticides, future loi sur les OGM, pollution de l'eau: les sujets de marchandage ne manquent pas.

Si les écologistes craignent des mesures édulcorées ou "de niche", le patronat redoute de se voir imposer de nouvelles contraintes.

"Une taxe carbone sans évaluation, décrétée ex nihilo, on serait certainement contre", souligne-t-on au Medef.

Les écologistes feront-ils le poids? En 1968, le "vrai" Grenelle s'était négocié dans un tout autre contexte: des syndicats puissants, des grèves et manifestations massives.

Certes, les écologistes peuvent compter sur la mobilisation du plus médiatique d'entre eux, Nicolas Hulot. "On ne peut pas dire que ce soit négligeable, il est écouté", assure Sophie Liger.

"Il faut partir d'assez haut", met en garde Yannick Jadot, car "quel que soit le résultat du Grenelle, il faudra passer ensuite devant la machine administrative et la machine parlementaire"... des parlementaires particulièrement attentifs à 3 mois des municipales.

Déjà, le président du groupe UMP à l'Assemblée Jean-François Copé qualifie de "fausse bonne idée par excellence" la réduction de 10 km/h de la vitesse envisagée.

Beaucoup dépendra de l'arbitrage présidentiel. "Il faut que l'Etat se mouille", résume François Veillerette.



© AtlasVista
Nicolas Hulot, le 01 avril 2007 à Paris (© AFP/Archives - François)